

**Point de presse de la porte-parole -
Syrie/Armes chimiques - Bahreïn**
(Paris, 07 septembre 2017)

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a répondu aux questions suivantes :

1 - Syrie - Armes chimiques

Q - Selon la commission d'enquête de l'ONU, le régime de Damas est responsable de l'attaque chimique de Khan Cheïkhoun et les forces syriennes ont continué à perpétrer des attaques chimiques jusqu'en juillet 2017. La ligne rouge fixée par le président de la République a été franchie. Que va faire la France ?

R - Nous avons pris connaissance des conclusions du rapport de la commission d'enquête internationale indépendante sur la Syrie, dirigée par M. Sergio Pinheiro. Elles confirment la responsabilité du régime syrien dans l'attaque au sarin intervenue le 4 avril à Khan Cheïkhoun, en accord avec notre propre évaluation nationale publiée dès avril. Pour la France, la responsabilité de l'armée syrienne dans cette attaque ne fait aucun doute. Les auteurs de cette attaque devront rendre des comptes.

Le mécanisme d'enquête conjoint (JIM) de l'ONU et de l'organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) publiera ses conclusions définitives sur l'établissement des responsabilités de cette attaque, notamment sur la base des conclusions de la mission d'enquête de l'OIAC (mission d'établissement des faits) qui a établi en juin l'emploi de sarin.

Nous prêtons également la plus grande attention aux indices concordants relevés par la commission Pinheiro au sujet d'attaques chimiques de différents types intervenues en 2017.

2 - Bahreïn

Q - Que répondez-vous aux accusations d'Amnesty International qui disent que les pays occidentaux ferment les yeux sur la répression à Bahreïn ?

R - La France a exprimé à plusieurs reprises sa préoccupation, en particulier s'agissant des mesures touchant des personnalités ou partis d'opposition, ainsi que des défenseurs des droits de l'Homme.

Elle estime que la reprise d'un dialogue politique national élargi à toutes les composantes de la société bahreïnienne est indispensable.

La France réitère son attachement au respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, dont la liberté d'opinion et d'expression./.